

Démocratie

KARIM VOTE À GAUCHE ET SON VOISIN VOTE FN. SOCIOLOGIE ÉLECTORALE DE L'« IMMIGRATION »

Jérôme Fourquet

05/11/2015

Quelle est l'importance de la religion dans les déterminants du vote ? Vers qui se tournent les populations d'origine arabo-musulmane ? La présence de ces populations a-t-elle un impact électoral ? Cette enquête de terrain donne une analyse des votes dans toute leur complexité, loin de l'anathème et des fantasmes.

Préface de Gilles Finchelstein : L'analyse contre l'anathème

Un jour, un journaliste demandait à l'écrivain Cioran quelle était sa principale activité. Il répondit : « je déplore ».

Par tempérament, je ne suis d'ordinaire aucunement dans la déploration.

Mais, là, je dois reconnaître que je n'aime pas le tour que prend de plus en plus le débat public. On ethnicise la République – et la « communauté » à laquelle chacun est sommé d'appartenir prend le pas sur ce bien si précieux qu'est le « commun ». On essentialise les individus – un « musulman » serait d'abord et avant tout un « musulman » quand bien même ne pratiquerait-il aucune religion ou ne se réduirait-il évidemment pas à sa religion.

Je m'inquiète des dérives de l'opinion publique. Beaucoup de Français, comme d'autres peuples européens d'ailleurs, se replient et se crispent. La figure de « l'autre » fait peur – et d'autant plus peur que cet « autre » est musulman. Progresse ainsi chez les Français l'idée que « l'on n'est « plus chez soi comme avant » (61%) ou que « la religion musulmane n'est pas compatible avec les valeurs de la société française » (54%). Ces évolutions touchent tous les électorats dans un mouvement qui voit, sur les questions identitaires, le barycentre de la société française se déplacer vers la droite.

Je constate avec consternation les dérives d'une grande partie des « responsables » de la droite républicaine – et avec une consternation redoublée celle de Nicolas Sarkozy.

On cherche à exacerber là où il faudrait apaiser.

On cherche à instrumentaliser là où il faudrait pacifier.

On cherche à diviser là où il faudrait rassembler. 2007 : ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale. 2010 : discours de Grenoble. 2012 : campagne présidentielle tout entière centrée sur l'identité. 2014 : surenchères sur le voile à l'université, les cantines scolaires, le droit du sol – la liste n'est pas exhaustive...

Cette stratégie d'alignement sur le Front national est non seulement abjecte mais elle est au surplus totalement vaine : Marine Le Pen a réalisé son plus gros score à l'issue de cette campagne qui légitimait son discours – sans même qu'elle ait à en rajouter ; et, aujourd'hui, son électorat est fidèle quand tous les autres électorats sont mobiles...

Je redoute la construction d'un bouc émissaire, et les dangers et les rumeurs et les amalgames et les fantasmes qui en découlent.

Jérôme Fourquet et Alain Mergier, en explorant la manière dont les Français issus des milieux populaires avaient vécu et interprété les attentats et les manifestations de janvier 2015, ont pointé du doigt la réalité de ce risque. Ils ont montré, dans un chapitre intitulé « L'épicier, son fils et les amis de son fils », comment « du père au fils, du fils à ses amis et de fil en aiguille des amis aux amis, la suspicion court comme une contagion ».

À l'occasion de l'interprétation des dernières élections municipales, le « vote musulman » a été utilisé plus que de raison. Par des candidats socialistes battus, expliquant que leur défaite s'expliquait par l'abandon de l'électorat musulman, lequel s'expliquait par le mariage pour tous. Par des leaders de l'UMP se réjouissant d'avoir récupéré le vote musulman. Par quelques observateurs en mal de sensationnel affirmant le basculement de cet électorat vers le Front national.

Ces conclusions étaient-elles fondées ?

Nous aurions pu ne pas nous poser la question.

Ne pas chercher à en savoir davantage.

Parce que la question serait explosive – et elle l'est.

Parce que la question serait illégitime – orthogonale à la conception traditionnelle de la République

qui se veut, selon la formule de Laurent Bouvet, « aveugle sur les identités en les dépassant par la citoyenneté ».

Parce que la question serait inextricable – Hervé Le Bras a montré qu'on ne sait quelles données utiliser, dès lors que notre pays récusé ce que l'on appelle les « statistiques ethniques ».

Nous aurions pu attendre en espérant que le hasard nous permettrait de répondre à ces questions – et le hasard fait parfois bien les choses. Une étude sur les valeurs des Franciliens a ainsi permis de voir se constituer – grâce à un traitement purement statistique des données – une famille de pensée dont la principale caractéristique était d'être sur-représentée chez les musulmans.

Oui, nous aurions pu renoncer ou procrastiner.

Mais c'eût été une erreur.

La question des liens entre le vote et la religion n'est pas nouvelle.

À chaque élection présidentielle, depuis plusieurs décennies, on s'interroge sur la manière dont ont voté les électeurs en fonction de leur genre, de leur âge, de leurs professions, de leurs régions – et, évidemment, de leur religion.

Pendant longtemps, l'enjeu consistait à mesurer le vote des « catholiques » – et l'émergence de ce qui fut longtemps un oxymore, les « catholiques de gauche ».

Pendant longtemps, en dépit d'un poids démographique marginal, l'enjeu complémentaire consistait à analyser le vote « juif » – qui, d'ailleurs, a suivi le chemin inverse. Aujourd'hui, l'enjeu, c'est aussi le vote « musulman ».

J'ajoute que cette question est d'autant plus importante que chacun mesure le retour du religieux dans nos sociétés – et le socialiste, juif, ashkénaze, laïc et athée que je suis a sans doute mis trop de temps à le mesurer.

Chacun convient que si les citoyens ne se réduisent pas à leur religion, celle-ci constitue un repère de valeurs qui pèse dans la construction d'un vote.

Et chacun sait que, dans le regard des autres, la religion, même la religion prêtée ou fantasmée, peut également peser. Jean-Paul Sartre expliquait dès 1946 dans ses *Réflexions sur la question juive* que le juif est celui qui est considéré comme tel par les non-juifs ; c'est le même raisonnement

qui vaut aujourd'hui aussi pour les musulmans.

Nous avons donc pris le risque de se saisir de ce sujet explosif, en dépit des difficultés, parce que c'est la vocation de la Fondation Jean-Jaurès que de chercher à éclairer le débat public – quitte à déranger des habitudes, y compris sur la question de la religion. Nous l'avions déjà fait en 2005, dans une étude mesurant l'impact électoral des candidatures issues de la « diversité » et qui concluait, à rebours des idées reçues, que « l'électorat potentiel du PS et de l'UMP s'accroît en présentant des candidats issus de la diversité ». Nous l'avions fait également en 2014 dans un essai sur les catholiques. Nous le faisons à nouveau dans cet essai sur le vote des personnes d'origine arabo-musulmane – reste à préciser l'objectif et la méthode.

L'objectif est très simple : chercher des données robustes qui permettent de mieux connaître et mieux comprendre les réalités politiques, électorales, sociologiques, géographiques. Pour le dire autrement, il s'agit d'étudier à la fois le vote « musulman » – vers qui se tourne-t-il et quelles sont ses motivations ? – et l'impact électoral – s'il y en a un – de la présence d'une population d'origine arabo-musulmane dans les différents quartiers.

La méthode, quant à elle, est nécessairement plus complexe : il faut donc expliquer précisément et clairement les choix qui ont été faits.

Dans une enquête d'opinion – c'est-à-dire un sondage quantitatif classique –, il est possible de demander aux personnes interrogées quelle est leur religion, s'ils ont une pratique religieuse, si l'un de leurs parents est étranger, etc. Ces données, et beaucoup d'autres, permettent de déterminer qui a voté quoi.

Dans une enquête de terrain mesurant les comportements électoraux réels, les chercheurs ne peuvent utiliser que les listes électorales. Ils disposent ce faisant d'un certain nombre d'informations précieuses : sur l'identité de chaque citoyen – prénom, nom, date de naissance, adresse – ainsi que sur sa participation ou non à chaque scrutin. Mais ils ne disposent pas – et c'est heureux – de données relatives à la religion.

Jérôme Fourquet et son équipe, qui se sont associés pour l'occasion les compétences de certains membres de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, ont donc utilisé ce que l'on appelle la méthode « onomastique » – c'est-à-dire une analyse des prénoms.

Il pourrait être tentant de dresser un parallèle entre cette démarche et celle, qui a fait polémique, utilisée par Robert Ménard à Béziers dans les écoles. Le parallèle ne serait pourtant qu'un raccourci paresseux. Ici, il s'agit de produire une analyse statistique ponctuelle ; là, de constituer un fichier

pérenne. Ici, il s'agit de trouver des données collectives ; là de chercher des données individuelles. Ici, il s'agit de comprendre et de rassembler ; là, de séparer, voire de ségréguer...

Cette méthode est parfois utilisée dans les sciences sociales – elle l'a par exemple été par deux chercheurs, Cécile Braconnier et Jean-Yves Dormagen, dans le quartier des Cosmonautes à Saint-Denis. Mais elle souffre de faiblesses. Des familles mixtes ou arabo-musulmanes ne donnent évidemment pas nécessairement un prénom arabo-musulman à leurs enfants. À l'inverse, l'attribution d'un prénom arabo-musulman ne préjuge pas de la religion ou de la pratique religieuse de son détenteur.

Voilà pourquoi trois précautions supplémentaires ont été prises.

La première concerne le périmètre de l'étude : pour disposer de résultats robustes, il fallait un périmètre large – ce ne sont pas moins de deux élections et sept communes, et pas des moindres, qui ont été passées au crible.

La deuxième concerne le contenu de l'enquête : au-delà de l'analyse statistique, et notamment de la recherche de corrélation, il a été procédé à un nombre important d'entretiens individuels, sur le terrain, pour mieux comprendre à la fois le rapport à la religion musulmane des personnes interrogées et les motivations de leur vote... ou de leur abstention.

La troisième, *last but not least*, concerne l'analyse des résultats : il était convenu que, pour être exploitables, les résultats devraient être suffisamment nets pour rendre sans objet la question de l'inévitable marge d'erreurs.

À la demande de la Fondation Jean-Jaurès, Jérôme Fourquet et son équipe se sont donc engagés dans un travail absolument considérable en acceptant de courir le risque que ce travail ne débouche sur rien. La lecture de cet essai montre que, tout à l'inverse, ce travail a été fructueux et, mieux encore, constitue un outil précieux de compréhension de notre société.

Voici donc, de manière évidemment subjective, trois séries d'enseignements que j'ai tirées de la lecture de *Karim vote à gauche*.

La première série d'enseignements porte sur le vote des Français de confession musulmane proprement dit.

Grâce à l'analyse des sondages réalisés en 2012, on en sait davantage sur la nature de ce vote. « Les musulmans ont voté François Hollande » a-t-on pu lire après le scrutin. C'est vrai, mais il y a plus

intéressant. Ils ont voté massivement à gauche – 86% pour le candidat socialiste au second tour. Ils ont voté plus massivement à gauche encore que lors des précédentes élections présidentielles. Ils ont voté massivement à gauche non pas seulement parce qu'ils plus jeunes ou davantage issus des milieux populaires mais bien parce qu'ils sont musulmans. Ils ont voté plus à gauche que toute autre catégorie. Les musulmans ne représentent qu'aux alentours de 5% du corps électoral mais ce « sur-vote » (86% pour François Hollande contre 51,5% en moyenne) représente à peu près l'équivalent de l'avance en voix de François Hollande sur Nicolas Sarkozy. Et il s'explique à la fois par un élément structurel – le penchant en faveur de la gauche, corroboré par de nombreuses enquêtes menées depuis de nombreuses années par de nombreux chercheurs – et par un élément conjoncturel – la campagne particulièrement répulsive du président de la République sortant.

Grâce aux entretiens individuels réalisés après les élections municipales à Marseille et Roubaix, on comprend mieux, par ailleurs, l'évolution du vote des musulmans depuis lors. Qu'il y ait vis-à-vis de François Hollande de la déception, certainement ! Que cette déception politique des électeurs musulmans se soit traduite par une désaffection électorale vis-à-vis des candidats socialistes, certainement encore ! Mais les motivations sont différentes de ce que l'on a pu entendre – et notamment du soi-disant haro sur le mariage pour tous !

L'explication centrale, en effet, est tout autre : elle touche à la vie quotidienne. Et, dans les difficultés de la vie quotidienne, il y a évidemment le chômage, le pouvoir d'achat, les impôts – bref, le social – mais il y a aussi – ce que la gauche néglige trop souvent – l'insécurité et notamment le trafic de drogue.

L'explication complémentaire, voire secondaire, touche effectivement aux valeurs. Mais si chacun porte un jugement différent sur le mariage pour tous – généralement négatif et lié à l'intensité de la pratique religieuse –, nul ne fait le lien entre cette mesure et son vote. Inversement – et cela pourrait aussi faire réfléchir la gauche – nul n'invoque la non adoption du droit de vote des étrangers. En revanche, la polémique relative à la « théorie du genre », parce qu'elle concerne la famille et l'éducation des enfants, est régulièrement mobilisée.

La deuxième série d'enseignements porte non pas sur le vote musulman proprement dit mais sur l'impact sur le vote global de la présence d'électeurs d'origine arabo-musulmane – c'est le travail réalisé, après les élections municipales, en s'appuyant sur l'onomastique et la statistique dans sept villes choisies pour la diversité de leur taille, de leur région, de leur population et de leur situation politique.

Et, là, bien des traits communs se dessinent.

Par rapport à l'élection présidentielle, les candidats socialistes perdent partout d'autant plus de suffrages que le pourcentage « d'électeurs d'origine arabo-musulmane » est élevé – le mouvement étant encore plus prononcé lorsque la gauche est divisée comme à Roubaix.

Partout, c'est la progression de l'abstention qui constitue la variable explicative majeure.

Partout, la droite progresse d'abord et avant tout dans ses quartiers traditionnels – c'est là où, en nombre de voix gagnées, se nouent ses victoires, c'est-à-dire là où la présence « d'électeurs d'origine arabo-musulmane » est plus faible. Partout, cependant, la droite progresse aussi dans les quartiers où cette présence est moyenne ou forte – un candidat local de droite modérée pouvant donc être plus attractif qu'un Nicolas Sarkozy radicalisé. Parfois même, comme à Perpignan, la droite progresse y compris lorsque cette présence est intense – parce qu'elle est en l'espèce perçue comme le meilleur rempart face au Front national et à son candidat Louis Alliot.

Partout, le score du Front national augmente progressivement jusqu'à un certain seuil de présence « d'électeurs d'origine arabo-musulmane » puis décroît au-delà. Cela ne l'empêche pas, au surplus, de réaliser parfois des scores importants également là où cette présence est très faible comme à Marseille ou à Mulhouse.

La troisième série d'enseignements que je tire de cet essai touche aux logiques explicatives du vote.

On mesure d'abord que la logique géographique reste forte – et les nouveaux outils comme Google Map permettent de la mettre au jour de manière fascinante comme à Aulnay où la frontière entre les différents types d'habitats est visible sur l'écran de l'ordinateur et se retrouve dans l'analyse des votes par bureau.

On mesure ensuite que la logique ethno-religieuse est réelle mais qu'elle est complexe – ainsi, le même pourcentage d'électeurs portant un prénom arabo-musulman dans deux bureaux de vote peut produire des résultats très différents selon que l'un est enserré parmi d'autres bureaux de gauche – il votera alors plus à gauche – ou que l'autre se trouve à la lisière de bureaux de droite – il subira davantage une attraction vers la droite.

On mesure enfin, et c'est important de le souligner lorsque l'on repense à ce qui se disait avant les élections municipales, que la logique proprement communautaire est faible. Des candidats d'origine arabo-musulmane ne remportent pas de manière décisive davantage de voix dans les quartiers dans lesquels il y a davantage d'électeurs portant un prénom d'origine arabo-musulmane (même si leur score y est plus élevé) – les auteurs le démontrent notamment dans deux villes, à

Toulouse et à Aulnay, où se sont présentés des candidats très différents.

Un dernier mot pour conclure, avant que le lecteur, je l'espère, se plonge dans cette étude et en fasse lui-même son miel.

La prémisse de cet ouvrage peut induire en erreur si l'on reprend les trois présupposés de l'expression « communauté d'origine arabo-musulmane ». Le groupe dont il est question en ces pages ne se caractérise en effet pas comme une communauté, c'est-à-dire un ensemble homogène et conscient revendiquant sa reconnaissance comme entité – ce que reflètent les ratés de sa représentation par divers organes officiels. Il ne se définit pas davantage comme un groupe de même origine – les auteurs de cet ouvrage montrent bien qu'il existe diverses situations, selon que l'émigration est le fait des parents ou des grands-parents, selon la date et l'origine géographique de cette émigration. Il ne se définit pas non plus comme une unité arabo-musulmane – puisque cohabitent dans ce groupe différents rapports à l'Islam, comme pratique, comme socle de valeurs familiales, voire comme référence refusée, et diverses façons d'être ou de se dire musulmans.

Pour autant, la mise en valeur des singularités ne doit pas empêcher une lecture qui subsume le divers pour lui donner une consistance politique. Or, derrière l'apparence d'une opinion homogène, les auteurs font apparaître un ordre des raisons distinctes. Ils croisent la diversité des origines (du Maghreb aux Comores, en passant par la Turquie) avec des données de géographie urbaine, des situations individuelles, des contextes politiques locaux et nationaux, des évolutions historiques et des faits divers. Dans le tissage de facteurs étudiés dans cette enquête dirigée par Jérôme Fourquet, apparaît le visage d'une France qui est trop rarement représentée comme une réalité dans l'analyse des votes, alors qu'elle est, inversement, surexposée comme un fantasme dans l'imaginaire collectif.